

TZIGANOPHOBIE Hostilité et discrimination envers les Roms

**Phobie non officielle, non reconnue, non spécifique,
non classifiée en tant que trouble anxieux défini dans le DSM-5 et la CIM-11**

L'**antitziganisme**, notamment appelé aussi la tziganophobie, la romaphobie, la romaniphobie ou la romophobie, est l'hostilité, les préjugés et le racisme direct envers les Roms (aussi connus comme Gitans ou Tsiganes).

Dans les différents pays où se sont établies des communautés dites tsiganes, les Roms ont été sujets à diverses discriminations à travers l'histoire et le sont encore au XXI^e siècle.

Étymologie

La racine zigan est la base du mot donné au peuple Rom dans beaucoup de langues européennes. Il faut néanmoins noter que dans plusieurs régions zigan et ses dérivés sont considérés comme péjoratifs et offensants. De nombreux militants et intellectuels préfèrent donc utiliser le terme de « Rom(o)phobie ».

L'**antitziganisme** (ou antitsiganisme) désigne l'ensemble des représentations, attitudes, discours, pratiques et dispositifs institutionnels qui stigmatisent, discriminent, excluent ou persécutent les populations romani, sinti, manouches, kalé, yéniches et apparentées, ainsi que les groupes désignés par l'exonyme « Tsiganes » ou assimilés à eux (« gens du voyage » dans la catégorie administrative française). La définition de travail adoptée en 2020 par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) le caractérise comme un racisme spécifique, structurel, fondé sur une altérisation essentialisante, qui se manifeste sous des formes verbales, physiques et institutionnelles, et dont la violence est à la fois symbolique et matérielle.

Une forme spécifique de racisme

Le terme est stabilisé dans le champ académique à partir des années 1980-1990, notamment à la suite des travaux de Wolfgang Wippermann en Allemagne (*Antiziganismus*), et il s'est imposé dans les instances européennes (Conseil de l'Europe, Parlement européen, résolution de 2015). Sa spécificité tient à plusieurs traits : la construction d'un groupe imaginaire (le « Tsigane ») largement indépendant des réalités sociales, linguistiques et culturelles des populations visées, qui sont hétérogènes ; la combinaison d'une essentialisation (nomadisme supposé inné, criminalité, asocialité) et d'une assignation à l'extériorité, y compris pour des groupes sédentaires depuis des siècles ; enfin la longue durée de cette construction, qui précède et excède les catégories du racisme biologique moderne.

Débats terminologiques et conceptuels

La formule est discutée. On objecte d'abord à l'utilisation du suffixe tiré de l'exonyme « Tsigane », ce qui explique la préférence de certains pour « romaphobie » ou « antiromaïsme » (*anti-Roma racism*), ou, dans le monde anglophone, *Antigypsyism*, graphie défendue par l'Alliance contre l'antitsiganisme (2017) pour souligner que le concept décrit un système de

représentations plutôt qu'une hostilité envers des personnes réellement existantes. Les critiques portent aussi sur le risque de réification de la catégorie « Roms/Tsiganes », et sur la difficulté d'articuler la dimension ethnoraciale à la dimension socio-économique (précarité, habitat, marginalisation). Des auteurs comme Henriette Asséo, Marc Bordigoni, Leonardo Piasere ou Ilse About insistent sur l'historicité des catégorisations administratives et policières qui ont produit l'objet qu'elles prétendaient décrire (fichage, carnet anthropométrique de 1912, carnet de circulation de 1969, abrogé en 2017).

Manifestations historiques et contemporaines

On y inclut l'esclavage des Roms dans les principautés danubiennes (jusqu'en 1856), les politiques d'expulsion et de bannissement d'Ancien Régime, les lois eugénistes et de stérilisation, le *Porajmos* (génocide nazi, 200 000 à 500 000 victimes selon les estimations), l'internement en France entre 1940 et 1946, puis, dans le présent, la ségrégation scolaire et résidentielle, les évacuations forcées de campements, les violences policières et les pogroms (Hongrie, Slovaquie, Italie), les discours politiques de stigmatisation (le « discours de Grenoble » de 2010 en France), ainsi que la stérilisation forcée en Tchécoslovaquie jusque dans les années 1990. La dimension institutionnelle est centrale : l'antitziganisme opère autant par l'administration que par l'opinion.

Enjeux de qualification

La reconnaissance du *Porajmos* par la France (2016, par le président Hollande) et par l'Allemagne (1982) inscrit l'antitziganisme dans le registre de la mémoire génocidaire, tandis que les approches décoloniales et critiques de la race (notamment celles de Huub van Baar, Ian Hancock ou Nicolae Gheorghe) l'analysent comme un racisme à part entière, irréductible à la xénophobie ou à la question sociale.